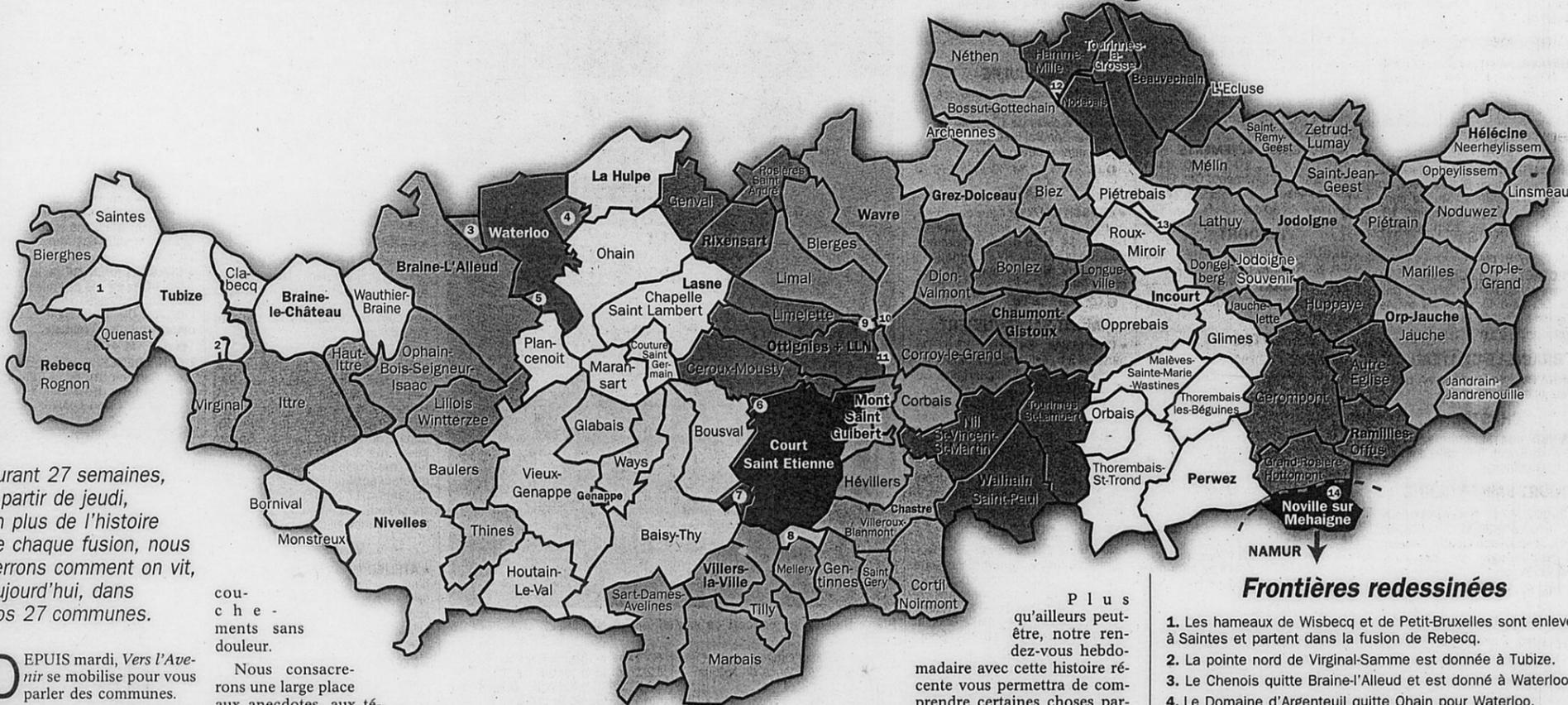


Le contexte

HISTOIRES DE FUSION • 25 ans après

Premier rendez-vous jeudi



Durant 27 semaines, à partir de jeudi, en plus de l'histoire de chaque fusion, nous verrons comment on vit, aujourd'hui, dans nos 27 communes.

couc h e ments sans douleur.

DEPUIS mardi, *Vers l'Avenir* se mobilise pour vous parler des communes.

Depuis mardi, nos pages nationales étudiaient les résultats du sondage que votre quotidien a fait faire par l'INRA sur les rapports entre les citoyens et l'échelon politique et administratif le plus proche de lui.

Aujourd'hui, et pour 27 semaines, ce sont les pages régionales qui prennent le relais.

Une commune et deux pages par semaine

Chaque jeudi, à partir de ce 14 février, nos lecteurs trouveront deux pages entièrement consacrées à une commune.

Bien entendu, on n'oubliera pas l'actualité de la commune, qui sera publiée dans les autres pages de votre cahier régional. La vie communale ne s'arrête pas parce que nous décidons de consacrer deux pages à l'histoire de la fusion, à ses anecdotes, et à vos témoignages...

Ces deux pages spéciales, vous les trouverez systématiquement dans les deuxième et troisième pages du cahier régional de *Vers l'Avenir Brabant wallon*.

Notre mémoire, vos témoignages

La page de gauche sera entièrement consacrée à l'histoire de la fusion. Un peu comme aujourd'hui, mais à l'échelon local cette fois.

Stéphane Vanden Eede, dont vous pouvez lire l'interview dans la page ci-contre, vous racontera les tractations, les coulisses de ces fusions qui n'ont pas toujours été des ac-

Nous consacrons une large place aux anecdotes, aux témoignages, aux documents confidentiels exhumés par notre collègue, qui a été le premier à prendre la peine de consulter les archives du ministre Joseph Michel.

Parce qu'il y a plus dans deux têtes que dans une, la rédaction de *Vers l'Avenir Brabant wallon* fait appel à votre mémoire, à vos archives, pour alimenter cette chronique des grands événements et des petits détails savoureux de cette période.

Vous trouverez dans la page

qui précède tous les moyens de nous joindre à ce sujet. N'hésitez pas.

S'enraciner

Le passé, ce sont nos racines communes, qui créent une identité. Et Dieu sait si le Brabant wallon a besoin de définir la sienne.

Depuis la fusion des communes, décidée en 1975, et effec-

tive au 1^{er} janvier 1977, l'arrondissement de Nivelles, devenu province en 1995, comptait environ 250 000 habitants. Un quart de siècle plus tard, nous sommes 100 000 de plus.

En tenant compte des migrations de population, et de cet afflux, on peut affirmer sans risque d'erreur que plus de la moitié des Brabançons wallons d'aujourd'hui n'ont pas connu la fusion.

Plus qu'ailleurs peut-être, notre rendez-vous hebdomadaire avec cette histoire récente vous permettra de comprendre certaines choses parfois étonnantes.

Savez-vous qu'un des arguments pour fusionner Bousval avec Court-Saint-Étienne était sa présence dans la zone téléphonique 010 ? Que Perwez a toujours deux régies de l'eau ?

Et maintenant

Le passé, c'est bien. Mais on ne s'arrêtera pas là. Les communes existent bel et bien depuis 25 ans. Les résultats de notre sondage ont montré que vous en attendez beaucoup.

Chaque semaine, nous croiserons les regards d'anciens habitants de nos communes, et de jeunes familles venues y établir leur nid.

Quels plaisirs trouvent les uns et les autres à vivre où ils se sont installés ? Quels charmes trouvent-ils à leur coin de paradis ? Mais aussi qu'est-ce qui a changé ? Qu'est-ce qui pourrait s'améliorer ?

Ici, pas question de sondage, de statistique. Mais de vos témoignages, de vos avis. Là encore, si vous souhaitez nous faire partager un peu de votre quotidien, contactez-nous !

Et puis, ces pages seront aussi l'occasion d'interviewer des témoins de ces 25 ans. De découvrir ce que sont devenues les anciennes maisons communales. De s'étonner face au choix de certains noms de nouvelles communes, ou d'armoiries...

N'hésitez pas à nous faire partager vos étonnements. Et bon voyage dans ce périple de 27 semaines.

Didier CATTEAU

Frontières redessinées

1. Les hameaux de Wisbecq et de Petit-Bruxelles sont enlevés à Saintes et partent dans la fusion de Rebecq.
2. La pointe nord de Virginal-Samme est donnée à Tubize.
3. Le Chenois quitte Braine-l'Alleud et est donné à Waterloo.
4. Le Domaine d'Argenteuil quitte Ohain pour Waterloo.
5. Malgré une résistance héroïque du « dernier grognard de l'Empereur », Norbert Brassine, Waterloo reçoit un accès au Lion.
6. Le quartier de Limauges est cédé par Céroux-Mousty à Court-Saint-Étienne.
7. Tangissart passe de Baisy-Thy à Court-Saint-Étienne.
8. Le hameau de Haute-Heuval passe de Gentinnes à la commune de Villers-la-Ville.
9. Un petit bout de Limal est cédé à Ottignies pour « unifier » le domaine de l'UCL.
10. Un petit bout de Wavre est cédé à Ottignies, pour la même raison.
11. Le quartier de La Baraque s'arrime à Ottignies, comme toute la partie ouest de la N 4, qui était à Corroy-le-Grand.
12. Le hameau de Chabut passe de Bossut-Gottechain à la commune de Beauvechain.
13. La pointe nord-ouest de Dongelberg est cédée à la nouvelle commune d'Incourt.
14. Noville-sur-Mehaigne quitte le Brabant et confie son destin à la commune d'Eghezée (province de Namur).



Des fusions, il y en eut avant 1975-77. Ainsi, Geest-Gérompont-Petit-Rosière date déjà de... 1822. En 1970, Gérompont s'adjoint encore Bomal et Mont-Saint-André, avant d'être fusionné à Ramillies. V.R. 0031709



La maison communale de Céroux, dans les années 50. Elle est devenue un agréable lieu de rencontre. Document Georges Romain

Avis de recherche...

Les deux pages que vous trouverez chaque jeudi dès ce 14 février raconteront la fusion des communes, qui ne fut pas qu'une question de frontières géographiques !

L'idée qui présida à cette fusion, c'était évidemment de rationaliser. Et aussi de permettre à des communes devenues plus importantes d'assumer de meilleurs services à leurs concitoyens.

Un quart de siècle plus tard, l'idée de « communauté urbaine » ne fait que déplacer à plus grande échelle encore ce souhait d'efficacité, de cohérence de l'action politique.

Mais 25 ans plus tard, que sont devenus les lieux de pouvoir qu'étaient les maisons communales ? Un lieu de rencontre, comme celle de Céroux, autoproclamée « commune libre », et que l'on voit ici sur une carte postale éditée dans les années 50, que nous a prêtée Georges Romain ?

Notre série s'intéressera aussi à cette reconversion d'un patrimoine chargé d'histoire. N'hésitez pas à nous ouvrir vos archives...

en page 5

Notre concours « Photographiez votre commune »

A gagner

6 voyages en Crête

Hôtel Malia Bay ****

pour 2 personnes en formule « All inclusive »

GIGA TOP eclipse

Vers l'avenir | l'avenir | le courrier | le jour | Vers l'avenir

Jeudi 14 février

Ottignies - Louvain-la-Neuve

● Premier épisode de notre série consacrée aux communes, 25 ans après la fusion.

● Le Brabant wallon comptait 108 communes. Le « Plan Michel » en prévoyait 24. Il y en a finalement 27, depuis 25 ans.

● Interview de Stéphane Vanden Eede, qui a épluché les archives de l'artisan des fusions, et explications de ce que vous trouverez chaque jeudi, dès le 14 février.

HISTOIRES DE FUSIONS • De 108 à 27 communes

De la révolte à la soumission

Du 31 janvier au 14 juillet 1975, les 108 communes du Brabant wallon ont débattu de leurs fusions. Chronique d'un séisme politique.

ENTRE l'envoi du Plan Michel aux 108 communes de l'arrondissement de Nivelles, le 31 janvier 1975, et la réunion du Comité ministériel wallon du 14 juillet 1975, qui a fixé définitivement le sort des 27 communes, il s'est passé en tout 165 jours.

À la suite des élections du 10 mars 1974, une coalition libérale-chrétienne emmenée par Léo Tindemans se met en place.

Lors d'un remaniement, le 12 juin de la même année (entrée du Rassemblement wallon pour faire voter la régionalisation), Charles-Ferdinand Nothomb, président du PSC, en profite pour remplacer le ministre de l'Intérieur Charles Hanin... par le maire de Virton, Joseph Michel.

Nouvelle déclaration gouvernementale : « (Nous avons) la ferme intention de procéder au maximum de fusions de communes avant les élections communales de 1976 : ces fusions se feront suivant des plans d'ensemble ». Joseph Michel sera l'homme des fusions.

Des « plans d'ensemble », cela veut dire « par province ». En évitant au maximum les modifications de frontières provinciales et en s'interdisant la moindre entorse aux frontières linguistiques héritées de 1962.

Le but du jeu était d'arriver à des communes de 10 000 habitants et des surfaces d'au moins 5 000 hectares.

La fusion va s'opérer en 4 phases... et, signe de la perplexité du ministre de l'Intérieur, le Brabant wallon sera dans la dernière charrette, celle du 31 janvier 1975, date d'envoi du Plan Michel au gouverneur du Brabant, le chevalier de Neef.

Le Plan Michel prévoyait 24 communes

Le Plan Michel soumis a donc été soumis aux 108 communes dès le 31 janvier 1975. Délai de réponse : 90 jours.

Le ministre de l'Intérieur proposait un Brabant wallon de 24 communes. À peu de choses près la province que nous connaissons aujourd'hui.

Joseph Michel englobait Court-Saint-Étienne dans Ottignies-Louvain-la-Neuve, La Hulpe dans Rixensart. Les onze villages de Ramillies auraient été répartis entre Jodoigne, Orp-Jauche et Perwez.



Octobre 1975. Les bourgmestres d'Ophain-Bois-Seigneur-Isaac, de Baulers et de Lillois-Witterzée veulent fusionner, et former Baulois-sur-Hain. Une manifestation est organisée pour soutenir ce projet de fusion alternative, qui ne verra pas le jour.

Collection J.-M. Laus

Des transferts vers Liège ou Namur ?

Le Plan Michel laissait également une porte ouverte vers d'autres grandes fusions : Braine-le-Château et Ittre,

Tubez et Rebecq, Ottignies/Court-Saint-Étienne/Mont-Saint-Guibert, Jodoigne et Incourt.

Toutes ces options, qui auraient ramené le Brabant

wallon à vingt communes, ont finalement été refusées par les communes concernées.

Le Plan Michel s'avancait aussi sur le nom des futures entités : Lasne-Chapelle-Saint-Lambert, Rebecq-Rognon,

Louvain-la-Neuve, Walhain-Saint-Paul, Gistoux et Marbais.

Enfin, il s'autorisait deux entorses à la sacro-sainte intégrité territoriale : Orp-le-Grand pouvait opter pour la province de Liège et Noville-

sur-Mehaigne pour celle de Namur.

C'est finalement le 5 février que les collèges du Brabant wallon reçurent la missive ministérielle (1).

Depuis ce jour jusqu'au 14 juillet 1975, il régna une agitation extraordinaire en Brabant wallon.

Au sein des collèges et des conseils communaux, bien sûr. Mais il y eut également des référendums (près d'une vingtaine), des pétitions, des manifestations, des grèves administratives, de l'affichage sauvage, des investives et des coups bas.

C'était encore l'époque des meetings orageux - Joseph Michel « descendra », du moins officiellement, quatre fois en Brabant wallon - et des télégrammes pathétiques.

Cela dit, dans un bon nombre de communes, les fusions se passèrent sans aucune anicroche. Au point que certains conseils communaux ne se réunirent même pas pour en débattre.

Combats désespérés

Le 14 juillet 1975 (2) sonna le glas de bien des espérances. À côté des plans ministériels, il y avait aussi des projets fous. Menés avec ténacité et imagination mais qui heurtèrent de plein fouet la dure réalité des ambitions politiques.

Ainsi, le combat du baron Snoy et d'Oppuers pour une fusion des trois communes rurales de Baulers, Lillois-Witterzée et Ophain-Bois-Seigneur-Isaac, sous le nom de Baulois-sur-Hain. Bousval et Baisy-Thy téléscoptes en « Baisy ». Aywiers-l'Abbaye qui aurait regroupé Glabais, Marnsart et Plancenoit.

D'un Michel l'autre ?

Vingt-cinq ans plus tard, que reste-t-il de tout cela ? Pour certains, de la nostalgie pour les anciens villages. Pour d'autres, un premier acte dont on écrit aujourd'hui la suite : la fusion des polices et des sociétés de logement social. Prochain rendez-vous : la fusion des intercommunales...

Stéphane VANDEN EEDE

(1) Selon Joseph Michel, le gouverneur était hostile à l'idée des fusions et a traîné la patte. Le commissaire d'arrondissement Robert Cluyse, s'est à plusieurs reprises retranché derrière le manque de temps et de personnel pour ne pas mener à bien les concertations intercommunales. Il a quand même trouvé le temps de rencontrer personnellement Léopold III pour lui demander son avis sur le passage du domaine d'Argenteuil d'Ochain à Waterloo.

(2) Date du comité ministériel wallon qui était habilité à trancher sur les fusions. Le passage au gouvernement était alors une formalité. Le projet de loi portant sur les fusions, entré en vigueur le 8 octobre 1975, fut débattu à la Chambre et au Sénat du 8 octobre au 23 décembre 1975.

S. V.

Dates	Vos rendez-vous
14/02/02	Ottignies-LLN
21/02/02	Court-Saint-Étienne
28/02/02	Grez-Doiceau
07/03/02	Beauvechain
14/03/02	Ittre
21/03/02	Perwez
28/03/02	Jodoigne
04/04/02	Orp-Jauche
11/04/02	Ramillies
18/04/02	La Hulpe
25/04/02	Rixensart
02/05/02	Wavre
08/05/02	Rebecq
16/05/02	Tubez
23/05/02	Mont-Saint-Guibert
30/05/02	Walhain
06/06/02	Chastre
13/06/02	Lasne
20/06/02	Genappe
27/06/02	Villers-la-Ville
04/07/02	Incourt
11/07/02	Chaumont-Gistoux
18/07/02	Braine-le-Château
25/07/02	Hélicine
01/08/02	Nivelles
08/08/02	Braine-l'Alleud
14/08/02	Waterloo
22/08/02	Conclusions

Appel à témoins

Une anecdote ?

Un souvenir ?

Un document inédit ?

Une version insolite des tractations d'époque ?

Ou tout simplement, 25 ans après la fusion des communes, votre avis ?

N'hésitez pas à nous contacter.

Nous publierons l'ensemble de vos réactions dans notre nouveau rendez-vous du jeudi.

Vers l'Avenir Brabant wallon,

Les défis des communes

9, chaussée de Louvain

1300 Wavre

010/22.88.44.

didier.catteau@verslavenir.be

La préhistoire des fusions

La fusion des communes, le rattachement d'un hameau, le passage d'une province, voire d'une région linguistique à l'autre, c'est un exercice auquel le pouvoir central s'essaya... depuis 1794.

Toujours pour les mêmes raisons : rationalisation administrative, manque de personnel local, cohérence géographique ou sociale.

En Brabant wallon, ce fut un peu laborieux...

Waterloo quitte Braine

Première génération de fusions (entre 1794 et 1812), toutes dues à l'occupation française et, en particulier, à l'activisme des révolutionnaires (1794-1796) et de Lucien Bonaparte (1808-1812) alors ministre de l'Intérieur.

On notera plus particulièrement les fusions de Céroux et de Mousty (1794), de Hamme

et de Mille (1811), d'Ophain et de Bois-Seigneur-Isaac (1811), de Grez et de Doiceau (1811), de Bossut et de Gottechain (1811), mais aussi l'autonomie de Huppaye vis-à-vis de Jodoigne (1795) et de Waterloo vis-à-vis de Braine-l'Alleud (1795).

Rien que sur cette période-là, une vingtaine de mouvements ont été enregistrés.

Deuxième période : l'occupation hollandaise. Onze mouvements (entre 1820 et 1824). On relève notamment Lillois-Witterzée, Cortil-Noirmont, Rebecq-Rognon, Walhain-St-Paul avec Sart-lez-Walhain et Tourinnes-les-Ourdons avec St Lambert.

Émiettement communal

La Belgique, quant à elle, aura bien de la peine à s'attacher aux citadelles communales.

Héritant, en 1831, de 2 499 entités, elle ne put empêcher le morcellement.

En 1928, ce nombre passa à 2 675 ! En Brabant, cette « dislocation » fut relativement modérée. Noduzet fut détaché de Linsmeau (1893) et Outgaerden de Zétrud-Lumay (1922).

Ce n'est qu'à partir de 1961, glissée dans la Loi unique, qu'une procédure souple et rapide, permettant la fusion volontaire des communes, fut mise en place.

108 en... 1970

Ainsi, en 1970, quatre mouvements eurent lieu en Brabant wallon : Dion-le-Val et Dion-le-Mont (Dion-Valmont), Jauche absorba Énines et Folx-les-Caves, Tubez reprit Oisquerq.

Enfin, Gérompont crut mettre un point final à ses avatars en ajoutant Bomal et Mont-

Saint-André au Geest-Gérompont-Petit-Rosière de 1822.

Autre phénomène, la fixation de la frontière linguistique de 1962 qui allait ramener en terre wallonne Neerhuysselm, Opheysselm, Saintes, Bierghes, Zétrud-Lumay et L'Écluse.

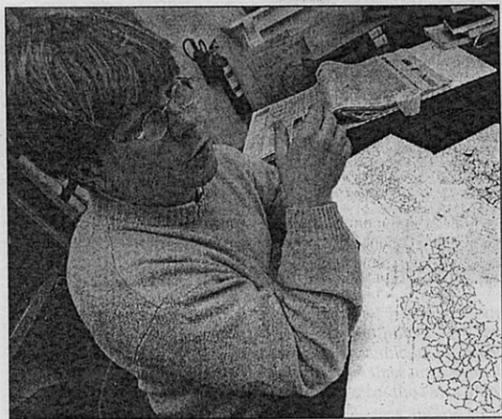
Dans le même temps, La Hulpe perdit le Nouveau Bakenbos et t'Rot au profit d'Hoeilaart, et récupérait La Corniche sur Overijse.

Nous en étions là, en 1970. 108 communes comptant en moyenne 2 320 habitants et 1 016 hectares, et 50 de ces communes comptant moins de 1 000 habitants. 65 d'entre elles ne dépassaient pas les 1 000 hectares.

Aux joutes communales de 1970, onze élections se déroulèrent « sans lutte ». Le ministre Joseph Michel peut entrer en scène...

L'anecdote derrière l'histoire officielle

Depuis plus de 20 ans, Stéphane Vanden Eede s'intéresse au Brabant wallon. Au point d'avoir été le premier à ouvrir les archives du ministre Joseph Michel...



Journaliste, Stéphane Vanden Eede se passionne pour « son » Brabant wallon depuis plus de vingt ans.

V.R. 0031836

TRENTE-HUIT ANS, journaliste indépendant, trois enfants, Stéphane Vanden Eede, Bruxellois d'origine, a vécu à Jodoigne, où il a koté pendant ses humanités. Depuis 1976, il n'a plus quitté le Brabant wallon, habitant aujourd'hui à Walhain.

Dans ses boulots successifs (Infor-Jeunes, service d'études du MOC Brabant wallon, Fondation pour les générations futures), il a toujours eu plus qu'un œil sur la jeune province. Au point de nous proposer cette série sur les fusions de communes.

◇ D'où vous est venue cette idée ?

◇ En 1994, après les élections communales, j'avais fait la « radioscopie » du Brabant wallon, publiée par le MOC. Dans la foulée des élections de

2000, on m'a demandé de la refaire.

J'ai accepté, mais à condition de pouvoir revenir en arrière, en consacrant un chapit-

re sur la fusion. On en parle maintenant, pour le 25^e anniversaire, mais après un risque de ne plus en parler avant le 50^e. À ce moment, il sera trop tard pour rencontrer les témoins de cette époque.

◇ Et votre base de travail, ce sont les archives ?

◇ Je suis allé voir Joseph Michel, ministre de l'Intérieur qui a piloté les fusions. Il m'a ouvert ses archives, conservées aux Archives générales du royaume, à Arlon.

Là, on m'a dit que j'étais le premier à les ouvrir depuis leur dépôt, en 1977-78.

◇ Quel est l'intérêt de ces archives ?

◇ Si on veut être précis et exhaustif, il faut avoir les documents de base.

◇ Et qu'est-ce qu'on y trouve ?

◇ Il y a d'abord tous les dossiers administratifs : les procès-verbaux des conseils communaux de février à avril 1975, quand les élus ont dû remettre

leur avis sur le Plan Michel. Les avis de la députation permanente, du commissaire d'arrondissement...

Il y a aussi toutes les réactions de l'époque. Le fait qu'un bourgmestre organise un référendum ; les lettres de citoyens ordinaires, les pétitions. Tout le courrier auquel le ministre répondait.

Et ses notes personnelles. Par exemple, en mars 1975, il a donné une conférence à Jodoigne. J'ai retrouvé le pense-bête sur lequel il avait indiqué les appartenances politiques de tous les bourgmestres et échevins...

Il y a notamment une lettre du secrétaire communal de Gérompont, M. Colen, qui reprend ce qu'il avait envie de dire à cette conférence, à laquelle il n'a finalement pas pu aller. C'est une superbe lettre, la dernière d'une commune qui disparaît. Dans laquelle il demandait au ministre de faire un geste à l'égard de tous ceux qui allaient disparaître avec la fusion...

◇ Et dans cette série de vingt-sept rendez-vous, que lira-t-on ? L'histoire officielle ?

◇ Oui, mais aussi les anecdotes. Comme cette réaction de Norbert Brassine, qui tient le Bivouac de l'Empereur, et qui regrette de devoir dorénavant aller chercher ses documents administratifs à... Waterloo.

◇ Ces blessures sont-elles cicatrisées ?

◇ Mieux qu'ailleurs, parce qu'en Brabant wallon, la population a beaucoup bougé. On est passé de 250 000 en 1974 à 350 000 habitants 25 ans plus tard.

C'est aussi ce qui fait l'intérêt de cette série : beaucoup de nouveaux habitants n'ont pas connu cette époque des fusions, qui continue pourtant à avoir un impact aujourd'hui. Pourquoi y a-t-il toujours deux régies de l'eau à Perwez ?

Propos recueillis par Didier CATTEAU

L'eau à la bouche...

● J'insiste très vivement auprès de toi pour que l'on arbitre finalement la querelle en appelant la nouvelle commune Ottignies-Louvain-la-Neuve. N'oublie pas qu'il faut aussi gagner les élections communales... J'insiste tout particulièrement.

Lettre de Charles-Ferdinand Nothomb, président du PSC, à Joseph Michel. 12 juillet 1975. (AGR).

● «... les amateurs ne manquent pas pour s'associer à notre commune et j'en suis ravi. Afin de départager les concurrents, je propose des soumissions pour le 29 mars, veille de Pâques. L'offre la plus élevée sera retenue et pourra contribuer à la construction d'une petite église d'appoint à Piétrebaix. »

Lettre du bourgmestre Lorge, de Piétrebaix (convoltée par Beauvechain et Incourt), à Vers l'Avenir. Décembre 1975. (AGR)